Numéro du rôle : 4179
Arrêt n° 16/2008 du 14 février 2008

A R R E T

En cause : la question préjudicielle relative à l'article 792, alinéa 2, du Code judiciaire, posée par la Cour de Cassation.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents M. Bossuyt et M. Melchior, et des juges P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen et E. Derycke, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Bossuyt,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

*

* *

I. *Objet de la question préjudicielle et procédure*

Par arrêt du 5 mars 2007 en cause de la SPRL « Domicura » contre l'Union nationale des mutualités socialistes et l'Alliance nationale des mutualités chrétiennes, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour le 29 mars 2007, la Cour de cassation a posé la question préjudicielle suivante :

« L'article 792, alinéa 2, du Code judiciaire, combiné avec l'article 704, alinéa 1er, du même Code, et avec l'article 164, alinéa 3, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, viole-t-il les articles 10, alinéa 2, et 11 de la Constitution coordonnée, en ce que l'article 792, alinéa 2, précité doit être interprété en ce sens que le greffier ne doit notifier le jugement par pli judiciaire que dans les affaires énumérées à l'article 704, alinéa 1er, précité, qui prévoit l'introduction d'instance par voie de requête, et non dans les affaires qui peuvent être introduites suivant la procédure prévue à l'article 704, alinéa 1er, précité, en vertu d'une disposition législative distincte, comme l'article 164, alinéa 3, précité, de la loi AMI du 14 juillet 1994, de sorte que, dans la première hypothèse, mais pas dans l'autre hypothèse, l'article 792, alinéas 2 et 3, du Code judiciaire trouve à s'appliquer aux justiciables à l'égard desquels le législateur a estimé qu'il peut être recouru à l'introduction d'instance simplifiée de l'article 704, alinéa 1er, du Code judiciaire ? ».

Des mémoires et des mémoires en réponse ont été introduits par :

- la SPRL « Domicura », dont le siège est établi à 8940 Geluwe, Pastoor Pypestraat 19;
- l'Union nationale des mutualités socialistes, dont le siège est établi à 1000 Bruxelles, rue Saint-Jean 32-38, et l'Alliance nationale des mutualités chrétiennes, dont le siège est établi à 1030 Bruxelles, chaussée de Haecht 579;
- le Conseil des ministres.

A l'audience publique du 20 novembre 2007 :

- ont comparu :
 - . Me S. Sonck, avocat au barreau de Bruxelles, *loco* Me H. Geinger, avocat à la Cour de cassation, pour la SPRL « Domicura »;
 - . Me G. De Maeseneire, avocat au barreau de Gand, *loco* Me W. van Eeckhoutte, avocat à la Cour de cassation, pour l'Union nationale des mutualités socialistes et l'Alliance nationale des mutualités chrétiennes;
 - . Me E. Jacobowitz, qui comparait également *loco* Me P. De Maeyer, avocats au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;
- les juges-rapporteurs E. De Groot et P. Martens ont fait rapport;
- les avocats précités ont été entendus;

- l'affaire a été mise en délibéré.

Les dispositions de la loi spéciale du 6 janvier 1989 relatives à la procédure et à l'emploi des langues ont été appliquées.

II. *Les faits et la procédure antérieure*

Par arrêt de la Cour du travail de Gand du 27 mai 2005, la SPRL « Domicura » a été condamnée au remboursement à l'Alliance nationale des mutualités chrétiennes (ci-après : ANMC) et à l'Union nationale des mutualités socialistes (ci-après : UNMS) de prestations de l'assurance soins de santé indûment versées.

La SPRL « Domicura » a formé un pourvoi en cassation contre cet arrêt, faisant notamment valoir que la Cour du travail a injustement déclaré l'appel de l'ANMC et de l'UNMS recevable *ratione temporis*, étant donné que, par pli judiciaire du 18 septembre 2003, le greffier a notifié aux parties le jugement rendu en première instance et que, par conséquent, le délai d'appel a commencé à courir le 19 septembre 2003, de sorte que la requête déposée au greffe le 27 octobre 2003 dans le cadre de l'appel était tardive.

La Cour de cassation constate que, selon l'article 1051 du Code judiciaire, le délai d'appel est d'un mois à compter de la signification du jugement ou de sa notification conformément à l'article 792, alinéas 2 et 3, de ce Code. En vertu de ces dernières dispositions, dans les matières énumérées à l'article 704, alinéa 1er, du Code judiciaire, le greffier notifie le jugement aux parties par pli judiciaire. La récupération, en vertu de l'article 164 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 (ci-après : loi AMI 1994), de paiements indus de prestations de l'assurance soins de santé reçus par suite d'erreur ou de fraude ne constitue pas, selon la Cour de cassation, un litige visé aux articles cités à l'article 704, alinéa 1er, du Code judiciaire. Par conséquent, lorsque le greffier notifie, dans le cadre d'un tel litige, le jugement aux parties par pli judiciaire, la date de cette notification n'est pas celle qui fait courir le délai d'appel. Ce délai ne peut en pareil cas commencer à courir que lors de la signification de la décision.

La SPRL « Domicura » fait valoir à cet égard que l'article 792, alinéa 2, du Code judiciaire, combiné avec l'article 704, alinéa 1er, du même Code et avec l'article 164, alinéa 3, de la loi AMI 1994, est discriminatoire quant au point de départ du délai d'appel. Le juge *a quo* estime nécessaire de poser à ce sujet une question préjudicielle à la Cour.

III. *En droit*

- A -

A.1. La SPRL « Domicura » et le Conseil des ministres soulignent que le jugement rendu en première instance dans le litige au fond date du 12 septembre 2003 et que l'appel de ce jugement a été formé le 27 octobre 2003. La Cour doit par conséquent examiner les dispositions en cause dans les versions des textes qui étaient applicables à l'époque. En ce qui concerne l'article 704 du Code judiciaire, il s'agit de la version qui était applicable après la modification législative du 23 novembre 1998 et avant les modifications législatives des 13 décembre 2005 et 27 décembre 2006. Quant à l'article 792 du Code judiciaire, il s'agit de la version applicable après la modification législative du 12 juillet 1994 et avant les modifications législatives des 24 avril 2003 et 13 décembre 2005.

A.2. La SPRL « Domicura » estime que les dispositions en cause établissent, en ce qui concerne le point de départ du délai d'appel, une différence de traitement injustifiée entre deux catégories de parties au procès, à savoir :

- celles qui peuvent intenter une action par voie de requête conformément à l'article 704, alinéas 1er et 2, du Code judiciaire du fait que cette disposition offre elle-même cette possibilité, et

- celles qui peuvent intenter une action par voie de requête conformément à l'article 704, alinéas 1er et 2, du Code judiciaire du fait qu'une autre disposition législative fait référence, en ce qui concerne la saisine, à cet article 704, alinéa 1er.

Pour la première catégorie, le délai d'appel commence à courir dès la notification du jugement par pli judiciaire. Pour la deuxième catégorie, ce délai court à partir de la signification du jugement par exploit d'huissier.

A.3.1. La SPRL « Domicura » expose que la notification d'un jugement s'opère en principe par l'envoi, par lettre ordinaire, d'une copie non signée du jugement à chaque partie ou, le cas échéant, à leurs avocats. Cette notification n'a en principe aucune incidence sur la prise de cours des délais d'appel.

La notification d'un jugement par pli judiciaire, visée à l'article 792, alinéas 2 et 3, du Code judiciaire, fait en revanche courir le délai d'appel, mais cela ne vaut que lorsque cette notification par pli judiciaire est prescrite par la loi. L'article 792, alinéa 2, du Code judiciaire dispose que la notification par pli judiciaire est requise dans les matières énumérées à l'article 704, alinéa 1er, de ce Code.

L'article 704 précité dispose que dans les matières énumérées dans cet article, les demandes sont introduites par une requête, qui peut être déposée au greffe du tribunal du travail ou envoyée par pli recommandé, ensuite de quoi le greffier convoque les parties. Les articles 1034*bis* et suivants du Code judiciaire, qui règlent l'introduction de la demande principale par requête contradictoire, ne sont pas applicables à la requête introduite ou adressée par pli recommandé par application de l'article 704 du Code judiciaire.

A.3.2. Selon la SPRL « Domicura », l'article 704 du Code judiciaire prévoit un mode d'introduction d'instance simple, peu coûteux et rapide. Pour les mêmes raisons de rapidité, d'économie et de simplicité, l'article 792, alinéa 2, du Code judiciaire prévoit dans les mêmes cas une notification du jugement par pli judiciaire.

Si le législateur estime, en ce qui concerne un litige déterminé, que l'introduction d'instance visée à l'article 704, alinéa 1er, du Code judiciaire doit être applicable, il peut soit reprendre la disposition législative qui règle la matière concernée dans l'énumération de cet article 704, alinéa 1er, soit faire référence à cet article 704, alinéa 1er, dans la disposition législative qui règle la matière en question, comme c'est le cas à l'article 164, alinéa 3, de la loi AMI 1994.

A.4. La SPRL « Domicura » souligne ensuite qu'en vertu de l'article 164, alinéa 3, de la loi AMI 1994, toutes les actions en récupération de paiements indus découlant de cet article peuvent être intentées selon la procédure prévue par l'article 704, alinéa 1er, du Code judiciaire. Ainsi ces récupérations sont-elles soumises à une procédure rapide, simple et peu coûteuse.

Selon la Cour de cassation, il ne peut toutefois en être déduit que le mode de notification du jugement prévu pour ces procédures à l'article 792, alinéas 2 et 3, du Code judiciaire est également applicable et que cette notification ferait courir le délai d'appel.

Il est ainsi établi une distinction entre les affaires qui sont introduites conformément aux dispositions de l'article 704, alinéa 1er, du Code judiciaire et dans lesquelles le jugement est ensuite adressé aux parties par pli judiciaire, d'une part, et les affaires qui sont introduites conformément aux dispositions de l'article 704, alinéa 1er, du Code judiciaire, mais dans lesquelles le jugement ne doit ensuite pas être adressé aux parties par pli judiciaire, d'autre part.

Il n'existe aucune justification objective et raisonnable pour cette distinction. Les articles 704, alinéa 1er, et 792, alinéa 2, du Code judiciaire, comme l'article 164 de la loi AMI 1994, poursuivent le même but : prévoir une procédure simple, rapide et peu coûteuse. Il n'existe aucune justification raisonnable au fait que cette procédure simple, rapide et peu onéreuse prenne fin dans un cas lors du prononcé du jugement, alors que cette procédure se poursuit dans l'autre cas jusqu'à la notification du jugement et de ses effets juridiques. Dans un cas, une signification du jugement par un huissier de justice est requise pour faire courir le délai d'appel, ce qui est non seulement plus complexe (étant donné que l'intervention de la partie intéressée et de tiers est requise) et plus lent (étant donné qu'il faut obtenir une expédition du jugement, qu'un huissier de justice soit contacté par écrit et que des formalités de signification soient accomplies), mais également plus onéreux (frais d'expédition et d'huissier). Dans l'autre cas, le délai d'appel court à partir de la notification par pli judiciaire, ce qui est plus simple du point de vue de la partie intéressée (cette partie ne doit pas prendre d'initiative), plus rapide (la notification par pli judiciaire se fait dans les huit jours du jugement) et plus économique (la partie n'a pas de frais).

A.5. L'UNMS et l'ANMC estiment que la question préjudicielle appelle une réponse négative, étant donné que les catégories de personnes qui y sont visées sont insuffisamment comparables. Les affaires qui sont énumérées à l'article 704, alinéa 1er, du Code judiciaire doivent être introduites de la manière décrite dans cet article. Les affaires visées à l'article 164, alinéa 3, de la loi AMI 1994 peuvent être introduites selon la procédure prévue par l'article 704, alinéa 1er, mais il ne s'agit pas d'une obligation. Dans un cas, il y a donc un choix, mais non dans l'autre. Il s'ensuit que les catégories de personnes concernées sont insuffisamment comparables. Étant donné que l'article 164, alinéa 3, de la loi AMI 1994 prévoit uniquement la possibilité d'introduire la demande selon la procédure prévue à l'article 704, alinéa 1er, du Code judiciaire, il n'existe aucun fondement juridique pour procéder à la notification du jugement par pli judiciaire lorsque la partie poursuivante ne fait pas usage de cette possibilité et intente l'action par citation.

A.6. Si la Cour devait estimer qu'elle porte sur des catégories suffisamment comparables, la question préjudicielle doit, selon l'UNMS et l'ANMC, également appeler une réponse négative. En effet, il existe une justification objective et raisonnable pour la différence de traitement créée par les dispositions en cause.

Le droit d'accès au juge peut être soumis à des conditions de recevabilité. Cela vaut également pour l'introduction de voies de recours. Ces conditions ne peuvent toutefois avoir pour effet de limiter le droit de manière telle que celui-ci s'en trouve atteint dans sa substance même. Le droit de faire usage d'une voie de recours serait violé si les limitations ne tendaient pas vers un but légitime ou s'il n'y avait pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but poursuivi.

Il ressort de la jurisprudence de la Cour qu'il relève du pouvoir d'appréciation du législateur de fixer le mode de communication des actes de procédure. Étant donné qu'il peut uniquement être dérogé à la signification par exploit d'huissier (qui est la règle générale en droit privé) dans les cas prévus par la loi, il est en principe possible de déterminer de manière objective le mode de communication qui doit être utilisé. Le choix du pli judiciaire peut être justifié, notamment par le souci de limiter les frais de la procédure ou d'accélérer celle-ci.

A.7. Les affaires pour lesquelles le législateur a non seulement prévu une introduction d'instance simplifiée mais également une notification par pli judiciaire qui fait courir le délai de recours portent, selon l'UNMS et l'ANMC, sauf en ce qui concerne les sanctions et amendes administratives pour non-respect de certaines prescriptions de droit social, sur des droits et obligations des bénéficiaires de prestations de sécurité sociale ou de prestations dans le cadre de l'aide sociale. Il s'agit de décisions administratives qui bénéficient du « privilège du préalable », qui ont souvent un impact important sur le revenu de base du justiciable et de son ménage et qui sont souvent indispensables pour pouvoir participer, d'une manière conforme à la dignité humaine, à la vie sociale. Il est dès lors capital pour les individus concernés que les revenus, allocations et interventions auxquels ils ont droit et les procédures y relatives soient traités de manière simple, rapide, transparente et juridiquement correcte. Du reste, la condamnation aux dépens, en ce qui concerne les demandes introduites par ou contre un bénéficiaire, sauf en cas de demande téméraire ou vexatoire, est, selon l'article 1017, alinéa 2, du Code judiciaire, à charge de l'autorité ou de l'organisme chargé d'appliquer les lois et règlements visés aux articles 580, 1° à 17°, et 581, 1° et 2°, de ce Code.

Les affaires visées à l'article 164, alinéa 3, de la loi AMI 1994 portent sur la récupération, à charge du bénéficiaire ou du dispensateur de soins, de paiements indus de prestations de l'assurance soins de santé, de l'assurance indemnités ou de l'assurance maternité. Lorsque l'action n'est pas dirigée contre le bénéficiaire lui-même, auquel cas l'article 580, 2° ou 3°, du Code judiciaire s'appliquerait et le jugement devrait dès lors être adressé aux parties par pli judiciaire, le litige ne porte pas sur un droit ou une obligation d'un bénéficiaire d'une prestation de sécurité sociale ou d'une prestation dans le cadre de l'aide sociale, mais sur un paiement indu à un dispensateur de soins, un service ou un établissement.

A.8. L'UNMS et l'ANMC soulignent que les alinéas 2 et 3 de l'article 792 du Code judiciaire ont été introduits par la loi du 12 janvier 1993 contenant un programme d'urgence pour une société plus solidaire. En adoptant cette loi, le législateur entendait, au profit des justiciables connaissant une situation financière précaire, (1) simplifier la procédure de signification des jugements et arrêts; (2) prévoir une procédure moins coûteuse, en évitant les frais d'huissier; et (3) accélérer le traitement des litiges et exécuter rapidement les décisions de justice.

La notification par pli judiciaire est une procédure peu coûteuse, rapide et souple et constitue par conséquent une mesure pertinente à la lumière des objectifs poursuivis. L'on évite le formalisme du droit commun, tandis que les mentions prescrites à peine de nullité, visées à l'article 792, alinéa 3, du Code judiciaire, constituent une garantie d'information des justiciables. Quant aux amendes et sanctions administratives, le législateur recherchait une exécution rapide des décisions de justice dans le cadre de la lutte contre les infractions à la réglementation sociale.

Les prestataires de soins, services ou établissements de soins auxquels sont réclamées des prestations indûment payées par application de l'article 164 de la loi AMI 1994 ne se trouvent généralement pas dans une situation financière précaire. Le litige ne porte pas davantage sur leurs revenus. L'action ne poursuit pas non plus la répression ou la sanction effective du non-respect de la réglementation sociale. Il s'agit simplement de la récupération d'un paiement indu.

A.9. La différence de traitement qui découle de l'application de procédures différentes n'est par ailleurs, selon l'UNMS et l'ANMC, pas assortie en l'espèce d'une limitation disproportionnée des droits des personnes en cause. Le fait que le délai dans lequel la voie de recours doit être introduite ne commence à courir qu'à partir de la signification du jugement n'a pas pour conséquence que le droit d'user d'une voie de recours serait limité d'une manière disproportionnée à l'égard des justiciables impliqués dans un litige introduit selon la procédure visée à l'article 704, alinéa 1er, du Code judiciaire, mais auxquels la décision n'a pas été adressée par pli judiciaire.

Il n'est en outre pas question d'insécurité juridique. En effet, les dispositions législatives indiquent clairement dans quels cas un jugement doit être adressé aux parties au procès par pli judiciaire et dans quels cas cela n'est pas obligatoire.

A.10.1. Le Conseil des ministres se réfère lui aussi à la jurisprudence de la Cour, selon laquelle une différence de traitement entre plusieurs catégories de personnes qui découle de l'application de procédures distinctes dans des circonstances différentes n'est pas discriminatoire en soi. Selon cette jurisprudence, il ne serait question d'une discrimination que si la différence de traitement était assortie d'une limitation disproportionnée des droits des personnes en cause.

A.10.2. Selon le Conseil des ministres, le fait que la règle relative au point de départ du délai d'appel, inscrite à l'article 792, alinéa 2, combiné avec l'article 1051, du Code judiciaire ne soit pas applicable n'aboutit pas à une restriction disproportionnée des droits des personnes en cause.

La non-applicabilité de la règle en question a pour effet que la règle de droit commun est applicable, laquelle implique que le délai d'appel ne court qu'à partir de la signification du jugement par exploit d'huissier de justice. Le Conseil des ministres ne voit pas en quoi la règle de droit commun relative au point de départ du délai d'appel pourrait limiter de manière disproportionnée les droits d'une partie.

A.10.3. Le Conseil des ministres conteste la thèse de la SPRL « Domicura » selon laquelle, dans les litiges pour lesquels l'article 704, alinéa 1er, du Code judiciaire a prévu une introduction d'instance peu onéreuse, rapide et simple, les justiciables peuvent, dans un premier cas, également bénéficier d'une notification rapide, peu onéreuse et simple du jugement subséquent, et pas dans l'autre cas.

Toutes les parties bénéficient d'une notification du jugement rapide, simple et économique, soit par pli judiciaire (article 792, alinéa 2, du Code judiciaire), soit par pli ordinaire (article 792, alinéa 1er, du même Code). Il est vrai que la notification ne fait également courir le délai d'appel que dans un nombre de cas limité, à savoir les cas visés à l'article 704, alinéa 2, du Code judiciaire. Cette circonstance est toutefois étrangère à la possibilité de prendre connaissance du jugement d'une manière rapide, simple et peu onéreuse. Les parties ne subissent aucun préjudice du fait de la complexité – très relative – de la signification par exploit d'huissier, étant donné que cet acte est posé par l'huissier de justice. Une signification par exploit d'huissier ne prend en outre pas nécessairement plus de temps qu'une notification par pli judiciaire, étant donné que la partie intéressée peut obtenir et faire signifier déjà le jour du prononcé l'expédition exécutoire du jugement ou de l'arrêt. Enfin, les frais liés à une signification par exploit d'huissier ne sont nullement excessifs et sont en principe à charge de la partie qui succombe.

La seule conséquence véritable de l'application du régime de droit commun est que le délai d'appel dans l'affaire qui était pendante devant le juge *a quo* n'avait pas expiré. Une telle conséquence peut malaisément être considérée comme une limitation disproportionnée des droits d'une partie au procès. En effet, le fait de déclarer un appel recevable a uniquement pour conséquence que toutes les parties ont l'occasion d'exposer à nouveau leur thèse, avec toutes les garanties d'un débat contradictoire, devant un juge indépendant et impartial.

A.11. Le Conseil des ministres estime en outre qu'une déclaration d'inconstitutionnalité de l'article 792, alinéa 2, du Code judiciaire, sur la base des motifs invoqués par la SPRL « Domicura », aurait pour conséquence une limitation disproportionnée des droits d'une partie au procès. En effet, il découle du rejet par la Cour de cassation de la première branche du moyen invoqué par la SPRL « Domicura » que l'UNMS et l'ANMC ont interprété la loi de manière correcte en partant du principe que la notification en question n'a pas fait courir le délai d'appel.

Selon le Conseil des ministres, la SPRL « Domicura » regrette en réalité que la procédure réglée par l'article 164 de la loi AMI 1994 ne soit pas mentionnée parmi les matières énumérées à l'article 704, alinéa 2, du Code judiciaire. Le Conseil des ministres estime à cet égard qu'il serait injustifié qu'une lacune dans la loi ait pour effet qu'un délai d'appel soit expiré alors que la partie en cause n'a pas pu savoir que ce délai avait pris cours. Si le délai d'appel prenait cours au moment où le jugement est adressé par pli judiciaire conformément à l'article 792, alinéa 2, du Code judiciaire, indépendamment du fait que le législateur aurait ou non souhaité, dans le cas concerné, une telle conséquence, il y aurait à nouveau discrimination. Dans cette hypothèse, le point de départ du délai d'appel serait, en effet, entièrement tributaire du choix opéré par le greffier lors de la notification du jugement. Il serait ainsi porté une atteinte disproportionnée à la sécurité juridique.

- B -

B.1.1. La question préjudicielle porte sur l'article 792, alinéa 2, du Code judiciaire, combiné avec l'article 704, alinéa 1er, du même Code et avec l'article 164, alinéa 3, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 (ci-après : loi AMI 1994).

B.1.2. L'article 792 du Code judiciaire, dans la version applicable au litige pendant devant le juge *a quo*, énonce :

« Dans les huit jours de la prononciation du jugement, le greffier adresse, sous simple lettre, à chacune des parties ou, le cas échéant, à leurs avocats, une copie non signée du jugement.

Par dérogation à l'alinéa précédent, dans les matières énumérées à l'article 704, alinéa 1er, le greffier notifie le jugement aux parties par pli judiciaire adressé dans les huit jours.

A peine de nullité, cette notification fait mention des voies de recours, du délai dans lequel ce ou ces recours, doivent être introduits ainsi que de la dénomination et de l'adresse de la juridiction compétente pour en connaître.

Dans les cas visés au deuxième alinéa, le greffier adresse, le cas échéant, une copie non signée du jugement aux avocats des parties ou aux délégués visés à l'article 728, § 3 ».

B.1.3. L'article 704 du Code judiciaire, dans la version applicable au litige pendant devant le juge *a quo*, énonce :

« Dans les matières énumérées aux articles 508/16, 580, 2°, 3°, 6°, 7°, 8°, 9°, 10°, et 11°, 581, 2°, 582, 1°, et 2°, et 583, les demandes sont introduites par une requête écrite, déposée ou adressée, sous pli recommandé, au greffe du tribunal du travail; les parties sont convoquées par le greffier à comparaître à l'audience fixée par le juge. La convocation précise l'objet de la demande.

Les dispositions de la quatrième Partie, livre II, titre *Vbis*, comprenant les articles 1034*bis* à 1034*sexies*, ne sont pas applicables.

[...] ».

B.1.4. L'article 164 de la loi AMI 1994, dans la version applicable au litige pendant devant le juge *a quo*, énonce :

« Sous réserve de l'application de l'article 141, §§ 2, 6 et 146, celui qui, par suite d'erreur ou de fraude, a reçu indûment des prestations de l'assurance soins de santé, de l'assurance indemnités ou de l'assurance maternité, est tenu d'en rembourser la valeur à l'organisme assureur qui les a octroyées. Toutefois, la valeur des prestations octroyées indûment à un bénéficiaire est remboursée par le dispensateur qui ne possède pas la qualification requise ou qui ne s'est pas conformé aux dispositions légales ou réglementaires. Si, toutefois, les honoraires relatifs aux prestations octroyées indûment n'ont pas été payés, le dispensateur de soins et le bénéficiaire qui a reçu les soins sont solidairement responsables du remboursement des prestations octroyées indûment. Les prestations mentionnées sur les attestations, les

factures ou les supports magnétiques, qui ne sont pas introduites ou corrigées selon les modalités fixées en cette matière par le Roi ou par règlement, sont considérées comme des prestations octroyées indûment et doivent dès lors être remboursées par le dispensateur de soins, le service ou l'établissement concerné.

En régime du tiers payant, les prestations de l'assurance soins de santé payées indûment sont remboursées par le dispensateur de soins qui ne s'est pas conformé aux dispositions légales ou réglementaires. Lorsque les prestations ont été perçues, pour son propre compte, par une personne physique ou morale, celle-ci est solidairement tenue au remboursement avec le dispensateur de soins. Le Roi fixe les règles selon lesquelles les prestations indûment payées, qui ont trait au budget des moyens financiers attribué aux hôpitaux, défini dans l'article 87 de la loi sur les hôpitaux, et qui sont comprises dans les montants qui sont payés en douzièmes par les organismes assureurs, sont fixées, portées en compte, récupérées et comptabilisées.

Toutes les récupérations de paiements indus découlant du présent article peuvent être introduites selon la procédure prévue à l'article 704, alinéa 1er, du Code judiciaire. Elles bénéficient du privilège visé à l'article 19, 4°, alinéa 1er, de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851.

[...] ».

B.2. La Cour de cassation demande si les dispositions en cause sont compatibles avec les articles 10 et 11 de la Constitution, en ce qu'elles établissent une différence de traitement entre :

- les justiciables à l'égard desquels l'introduction d'instance par voie de requête visée à l'article 704, alinéa 1er, du Code judiciaire est applicable en vertu de l'article 164, alinéa 3, de la loi AMI 1994, mais non la notification par pli judiciaire réglée à l'article 792, alinéas 2 et 3, du Code judiciaire, et

- les justiciables à l'égard desquels l'introduction d'instance par voie de requête visée à l'article 704, alinéa 1er, du Code judiciaire est applicable en vertu de cet article lui-même et à l'égard desquels la notification par pli judiciaire réglée à l'article 792, alinéas 2 et 3, du même Code est également applicable.

B.3.1. La Cour détermine l'étendue de la question préjudicielle compte tenu de l'objet du litige pendant devant le juge *a quo* et de la motivation de l'arrêt de renvoi.

B.3.2. Il ressort des éléments de fait du litige pendant devant le juge *a quo* et de la motivation de l'arrêt de renvoi que la question préjudicielle vise la situation de dispensateurs de soins auxquels un organisme assureur réclame, sur la base de l'article 164 de la loi AMI 1994, le remboursement de prestations indûment payées.

La Cour limite dès lors son examen à la question de savoir si les dispositions en cause sont ou non compatibles avec les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'elles portent sur un litige dans le cadre duquel un organisme assureur réclame à un dispensateur de soins, en vertu de l'article 164 de la loi AMI 1994, le remboursement de prestations indûment payées.

B.4.1. Conformément à l'article 704, alinéa 1er, du Code judiciaire, dans les matières visées aux articles énumérés dans cette disposition, les demandes sont introduites par une requête écrite, déposée au greffe du tribunal du travail ou adressée sous pli recommandé à ce greffe, à la suite de quoi les parties sont convoquées par le greffier à comparaître à l'audience fixée par le juge.

La règle figurant à l'article 704, alinéa 1er, du Code judiciaire constitue une exception à la règle inscrite à l'article 700 du même Code, selon laquelle les demandes principales sont en principe portées devant le juge au moyen d'une citation.

La procédure d'introduction d'instance réglée à l'article 704, alinéa 1er, du Code judiciaire diffère principalement de la citation en ce que l'intervention d'un huissier de justice n'est pas requise. Comme l'indique le juge *a quo*, il s'agit d'une introduction d'instance simplifiée.

B.4.2. En vertu de l'article 164, alinéa 3, de la loi AMI 1994, toutes les réclamations de paiements indus découlant de cet article peuvent être introduites selon la procédure prévue à l'article 704, alinéa 1er, du Code judiciaire.

Cette disposition rend dès lors la procédure d'introduction d'instance réglée à l'article 704, alinéa 1er, du Code judiciaire applicable aux litiges qui y sont visés.

B.5.1. Conformément à l'article 792, alinéa 2, du Code judiciaire, dans les matières énumérées à l'article 704, alinéa 1er, de ce Code, le greffier notifie le jugement aux parties par pli judiciaire adressé dans les huit jours. Cette notification mentionne à peine de nullité les voies de recours, le délai dans lequel ce ou ces recours doivent être introduits ainsi que la dénomination et l'adresse de la juridiction compétente pour en connaître (article 792, alinéa 3).

La règle contenue à l'article 792, alinéas 2 et 3, du Code judiciaire constitue une exception au régime de droit commun inscrit aux articles 791 et 792, alinéa 1er, du Code judiciaire, relatif à la communication des jugements.

Conformément à l'article 791 du Code judiciaire, l'expédition du jugement est délivrée par le greffier aux parties en cause qui en font la demande en vue de la signification et de l'exécution de ce jugement. Conformément à l'article 792, alinéa 1er, du Code judiciaire, dans les huit jours de la prononciation du jugement, le greffier adresse sous simple lettre à chacune des parties ou, le cas échéant, à leurs avocats, une copie non signée du jugement.

Le régime contenu à l'article 792, alinéas 2 et 3, du Code judiciaire diffère du régime de droit commun en ce que la notification qui y est visée est, d'une part, faite par le greffier par pli judiciaire et mentionne, d'autre part, les voies de recours, le délai dans lequel le recours doit être introduit, ainsi que la dénomination et l'adresse de la juridiction compétente pour en connaître. Dans le régime de droit commun, le greffier adresse une copie non signée du jugement aux parties ou à leurs avocats, mais il appartient à la partie intéressée de demander l'expédition du jugement au greffier et de le faire signifier par exploit d'huissier aux autres parties.

B.5.2. La question préjudicielle et les motifs de l'arrêt de renvoi font apparaître que l'article 792, alinéa 2, du Code judiciaire doit être interprété en ce sens que la notification par pli judiciaire qui y est visée ne doit se faire que dans les affaires énumérées à l'article 704, alinéa 1er, de ce Code, et non dans les affaires qui, en vertu d'une disposition législative

distincte, comme l'article 164, alinéa 3, de la loi AMI 1994, peuvent être introduites selon la procédure fixée par ledit article 704, alinéa 1er.

B.6. Le mode de communication d'un jugement aux parties détermine le point de départ du délai d'appel.

En vertu de l'article 1051 du Code judiciaire, le délai pour interjeter appel est d'un mois à partir de la signification du jugement ou de la notification de celui-ci faite conformément à l'article 792, alinéas 2 et 3, de ce Code.

Au cas où le jugement est communiqué conformément à l'article 792, alinéas 2 et 3, du Code judiciaire, le délai d'appel commence dès lors à courir lors de la notification par pli judiciaire, qui est faite par le greffier. Dans les autres cas, ce délai commence à courir lors de la signification du jugement par exploit d'huissier de justice.

B.7. Les dispositions en cause créent une différence de traitement entre justiciables auxquels le législateur a accordé le bénéfice du mode simplifié d'introduction d'instance de l'article 704, alinéa 1er, du Code judiciaire, selon que l'article 792, alinéas 2 et 3, du Code judiciaire est ou non applicable.

Pour les matières visées à l'article 704, alinéa 1er, du Code judiciaire, tant le mode simplifié d'introduction d'instance décrit dans cette disposition que la notification par pli judiciaire visée à l'article 792, alinéas 2 et 3, du Code judiciaire sont applicables.

Pour les matières visées à l'article 164, alinéa 3, de la loi AMI 1994, il peut être fait application du mode simplifié d'introduction d'instance réglé à l'article 704, alinéa 1er, du Code judiciaire, mais la notification par pli judiciaire visée à l'article 792, alinéas 2 et 3, du Code judiciaire n'est pas applicable.

B.8. La différence de traitement entre certaines catégories de personnes qui découle de l'application de règles procédurales différentes dans des circonstances différentes n'est pas discriminatoire en soi. Il ne pourrait être question de discrimination que si la différence de traitement qui découle de l'application de ces règles de procédure entraînait une limitation disproportionnée des droits des personnes concernées.

B.9. L'action en récupération de prestations indues intentée par un organisme assureur contre un dispensateur de soins en vertu de l'article 164, alinéa 3, de la loi AMI 1994 diffère des litiges énumérés à l'article 704, alinéa 1er, du Code judiciaire en ce que ces dernières affaires, sauf en ce qui concerne les affaires visées à l'article 583 du Code judiciaire, portent sur des litiges entre, d'une part, des personnes physiques qui estiment avoir droit à certaines prestations organisées dans le cadre de la sécurité sociale ou de l'aide sociale et, d'autre part, l'autorité ou l'organisme qui octroie les prestations en question. Les affaires énumérées à l'article 704, alinéa 1er, du Code judiciaire concernent donc, à la différence d'une action intentée par un organisme assureur contre un dispensateur de soins, des litiges dans le cadre desquels le jugement peut avoir une incidence importante sur le revenu de base et sur la situation personnelle des personnes en cause.

L'action en récupération de prestations indues intentée par un organisme assureur contre un dispensateur de soins diffère également des affaires visées à l'article 583 du Code judiciaire. En effet, ces affaires portent sur l'application de sanctions administratives par suite du non-respect de certaines prescriptions de droit social.

Eu égard à ces situations différentes, il n'est pas discriminatoire en soi d'appliquer des règles de procédure différentes.

B.10. La Cour doit encore examiner si la différence de traitement qui découle de l'application de ces règles de procédure implique ou non une limitation disproportionnée des droits des personnes en cause.

B.11.1. S'il est exact que l'article 792, alinéas 2 et 3, du Code judiciaire prévoit une procédure qui, pour ce qui est de communiquer les jugements et de former appel, est, pour toutes les parties, plus simple que le régime de droit commun, il n'apparaît pas que ce régime de droit commun limiterait de manière disproportionnée les droits des personnes en cause. Le régime de droit commun offre aux intéressés suffisamment de garanties pour qu'ils puissent prendre connaissance à court terme et sans effort insurmontable des jugements qui les concernent. La circonstance qu'il appartient à la partie intéressée de faire signifier le jugement par exploit d'huissier ne peut être considérée comme une limitation disproportionnée de ses droits. Comme il ne peut être dérogé à la signification par exploit d'huissier que dans les cas prévus par la loi, il est en outre possible de déterminer objectivement de quelle manière le jugement doit être communiqué.

B.11.2. La circonstance que le délai pour former appel commence à courir dans un premier cas lors de la notification par pli judiciaire et dans l'autre cas lors de la signification par exploit d'huissier n'est pas davantage de nature à limiter de manière disproportionnée les droits des personnes en cause. Etant donné que peut être déterminé objectivement le mode de communication de jugements qui doit être utilisé, il est également possible de fixer objectivement à quel moment le délai pour former appel commence à courir.

B.12. La question préjudicielle appelle une réponse négative.

Par ces motifs,

la Cour

dit pour droit :

L'article 792, alinéa 2, du Code judiciaire, combiné avec l'article 704, alinéa 1er, de ce Code et avec l'article 164, alinéa 3, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, ne viole pas les articles 10 et 11 de la Constitution.

Ainsi prononcé en langue néerlandaise et en langue française, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989, à l'audience publique du 14 février 2008.

Le greffier,

Le président,

P.-Y. Dutilleux

M. Bossuyt